

13.3 Dépense publique

En 2010, la part des **dépenses publiques** dans le PIB diminue légèrement à 56,6 %. Le poids de la dette publique dans le PIB progresse de 3,3 points pour s'établir à 82,3 %. Le besoin de financement des **administrations publiques** centrales et locales se réduit, alors que celui des administrations de sécurité sociale s'accroît.

Les dépenses des administrations publiques centrales, hors consommations intermédiaires, reculent de 4,1 % en 2010, en raison du net repli des dépenses réalisées au titre du plan de relance en 2009. Les **consommations intermédiaires** augmentent du fait d'importantes livraisons de matériels militaires. Les rémunérations augmentent de 1,6 %. Les prestations sociales décèlent (+ 1,0 % après + 6,0 % en 2009), du fait de la non-reconduction des primes exceptionnelles versées en 2009. L'**investissement** chute, en raison du contrecoup du plan de relance. Enfin, les intérêts versés progressent de 6,0 %, malgré la baisse des taux d'intérêt nominaux, du fait de l'inflation (qui joue sur le rendement des obligations indexées) et de l'augmentation de la dette.

Dans les administrations publiques locales, la baisse des dépenses est liée à un recul accentué des dépenses d'investissement (- 6,9 % en 2010, après - 1,3 % en 2009). Par ailleurs, la masse salariale ralentit une nouvelle fois en 2010, en partie sous l'effet des moindres transferts de personnels techniques, ouvriers et de services de l'Éducation nationale exerçant leurs missions dans les collèges et les lycées. En revanche, les

dépenses de revenu de solidarité active (RSA) à la charge des départements restent dynamiques, du fait de la dégradation du marché de l'emploi. En outre, l'ancienne allocation de parent isolé, fondue dans le RSA, est prise en charge pour la première fois en année pleine en 2010.

Les dépenses des administrations de sécurité sociale progressent de façon soutenue en 2010, bien que ralenties (+ 3,5 %, après + 4,6 % en 2009). La progression du chômage, en moyenne sur l'année, explique le dynamisme des prestations, toutefois à un rythme moindre qu'en 2009 (+ 8,0 % après + 21,2 %). Les dépenses soumises à l'objectif national des dépenses d'assurance maladie augmentent conformément à la cible votée (+ 3,0 % après + 3,5 %). Les allocations familiales n'ont pas été revalorisées après l'avoir été de 3,0 % en 2009 et les pensions privées l'ont été plus faiblement que l'année précédente. L'allongement progressif de la durée de cotisation pour bénéficier d'une retraite à taux plein ainsi que le durcissement des conditions de départ en retraite anticipée modèrent le montant des prestations vieillesse.

En 2010, les dépenses totales des administrations publiques au sein de l'Union européenne à 27 représentent 50,3 % du PIB. Dans quatre États membres, le niveau des dépenses des administrations publiques s'est établi à plus de 55 % du PIB (Irlande, Danemark, France, Finlande), alors qu'il est inférieur ou égal à 41 % en Slovaquie, Roumanie, en Estonie et en Bulgarie. ■

Définitions

Dépenses publiques : dépenses de l'ensemble des administrations publiques.

Investissement ou formation brute de capital fixe (FBCF) : au sens de la comptabilité nationale, acquisitions moins cessions d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents. Les actifs fixes sont les actifs corporels ou incorporels issus de processus de production et utilisés de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant au moins un an.

Administrations publiques, consommation intermédiaire, services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) : voir rubrique « définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Déficit public de la zone euro et de l'UE27 respectivement de 6,2 % et 6,6 % du PIB », *communiqué de presse* n° 153, Eurostat, octobre 2011.
- « Projet de loi de finances pour 2012 – rapport sur la dépense publique et son évolution », ministère du Budget, des Comptes publics, de la Fonction publique et de la Réforme de l'État, septembre 2011.
- « Les comptes des administrations publiques en 2010 », *Insee Première* n° 1348, mai 2011.
- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2011.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr, rubrique Publications et services\Collections nationales\Insee Références

Principales dépenses par administrations publiques en 2010

	Adm. publiques centrales (y compris État)		État		Adm. publiques locales		Adm. de sécurité sociale		Adm. publiques ²	
	en Mds d'euros	2010/09 en %	en Mds d'euros	2010/09 en %	en Mds d'euros	2010/09 en %	en Mds d'euros	2010/09 en %	en Mds d'euros	2010/09 en %
Consommations intermédiaires	38,5	9,4	27,5	12,3	118,0	2,7	24,5	3,8	110,6	5,6
Rémunérations des salariés	132,5	1,6	116,2	-0,9	47,6	3,5	58,6	2,3	259,4	2,0
Intérêts	41,1	5,7	41,3	6,4	2,8	-28,7	3,8	2,4	47,2	2,5
Prestations sociales ¹	67,8	0,6	61,1	0,2	12,2	7,2	298,2	4,0	378,1	3,5
Formation brute de capital fixe	10,5	-13,3	5,6	-23,8	42,3	-6,9	6,4	-4,5	59,2	-7,8
Total des dépenses²	473,6	8,6	454,0	11,9	228,7	-0,4	513,7	3,5	1 094,5	2,1

1. En espèces et en nature.

2. Les transferts au sein d'un même secteur sont consolidés. La somme des dépenses des secteurs est donc supérieure à celle de l'ensemble des administrations publiques.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

Différents postes de dépenses des administrations publiques

en milliards d'euros

	2009	2010		2009	2010
Consommations intermédiaires	104,8	110,6	Subventions	31,7	33,4
Rémunération des salariés	254,3	259,4	Transferts courants	63,3	62,3
<i>dont cotisations sociales imputées</i>	<i>36,6</i>	<i>37,7</i>	Transferts en capital	15,2	15,3
Impôts sur la production	9,0	8,9	Prestations et autres transferts	589,7	607,0
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	0,1	0,1	Formation brute de capital fixe	64,2	59,2
Dépenses de fonctionnement	368,4	379,2	Autres acquis. nettes d'actifs non financiers	3,6	1,8
Intérêts	46,1	47,2	Acquisitions nettes d'actifs non financiers	67,8	61,0
Prestations sociales ¹	365,4	378,1	Total des dépenses	1 071,9	1 094,5
Transferts sociaux en nature ²	114,1	117,9			

1. Autres que transferts sociaux en nature.

2. Transferts de biens et services marchands.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

Emplois ministériels autorisés en 2012

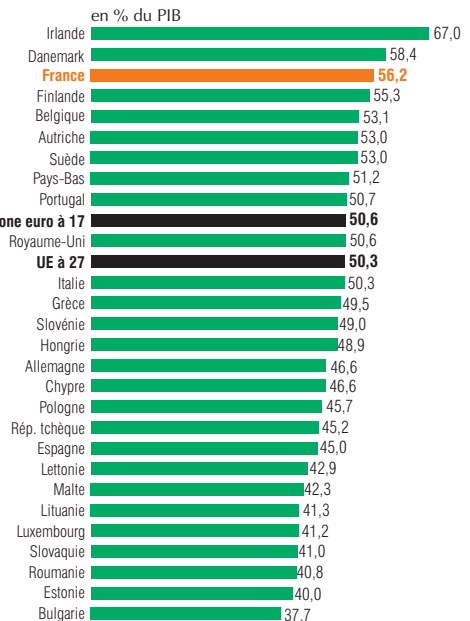
Ministères	Solde des créations et suppressions de postes ¹	Plafond des autorisations d'emplois ¹
Affaires étrangères et européennes	- 94	15 024
Alimentation, agriculture, pêche, ruralité ²	- 551	31 812
Budget, comptes publics et réforme de l'État	- 2 973	139 495
Culture et communication	- 100	11 014
Défense et anciens combattants	- 7 821	293 198
Écologie, dév. durable, transports et logement	- 1 313	60 305
Économie, finances et industrie	- 259	14 005
Éducation nationale, jeunesse et vie associative	- 15 234	953 356
Enseignement supérieur et recherche	0	17 298
Intérieur, outre-mer, coll. territoriales et immigration	- 2 232	280 534
Justice et libertés	615	76 887
Travail, emploi et santé	- 441	21 184
Services du Premier ministre	52	9 224
Budget général	- 30 351	1 923 336
Contrôle et exploitation aériens	- 145	11 151
Publications officielles et information adm.	- 16	834
Budgets annexes	- 161	11 985
Total État	- 30 512	1 935 321

1. En équivalent temps plein travaillé (ETPT).

2. Y compris aménagement du territoire.

Source : ministère du Budget, des Comptes publics et de la Réforme de l'État.

Dépenses des administrations publiques au sein de l'Union européenne en 2010



Source : Eurostat.